

Rapport d'activités

2009



Améliorer l'accès
à l'eau et à l'assainissement
pour tous



programme Solidarité Eau

SOMMAIRE

Préambule	3
La charte du pS-Eau	4
Une dynamique d'acteurs en réseau	5
Nos actions en 2009	6
Recherche et développement.....	7
Un comité scientifique pour le pôle R&D	7
Stratégies municipales concertées	7
Assainissement	8
Gestion des eaux pluviales	8
Système africain d'information sur l'eau (SADIEau)	8
Référentiel d'expertise Sud pour la recherche et l'innovation	9
Dispositifs de suivi-évaluation pour les acteurs français de la solidarité internationale	9
Appui conseil.....	10
Appui conseil des acteurs français de la coopération décentralisée et non gouvernementale	10
Appui conseil en régions	11
Monitoring des actions de la coopération décentralisée et non gouvernementale	13
Animer des espaces de dialogue et de concertation sur les pays d'intervention privilégiés	14
Informier et fournir des outils aux acteurs français de la coopération	17
Animer le dialogue entre l'Etat et les acteurs français de la coopération	21
Plaidoyer.....	22
En France	22
En Europe	22
En Méditerranée, en Afrique et sur la scène internationale.	22
Migration.....	24
Programme Migrations et Initiatives Economiques (PMIE)	24
Codéveloppement Sénégal	25
Codéveloppement Mali	27
Indicateurs d'activités	28
Indicateurs de résultats quantitatifs	31
Les sources de financement	33
Le conseil d'administration du pS-Eau	34
L'équipe d'animation du pS-Eau	35

Préambule



Durant ces douze mois l'équipe du pS-Eau s'est consacrée à accompagner la montée en puissance de l'utilisation de la loi Oudin en France tout en appuyant simultanément le développement des capacités des autorités locales en Afrique et Méditerranée.

En France, le bilan effectué fait ressortir que 13,2 millions d'euros (directement imputables à la loi) ont été mobilisés en 2009 et que sur la période 2007 – 2009, environ 300 acteurs de coopération décentralisée se sont engagés. Cet accompagnement plus important s'est également traduit par l'ouverture de la première antenne du pS-Eau à Lyon du fait de la richesse des actions en cours autour de la Communauté Urbaine de Lyon, de la Région Rhône Alpes et de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse.

Bien d'autres collectivités territoriales, syndicats et agences de l'eau sont cités dans ce rapport, avec la DAECT du Ministère des Affaires Etrangères et Européennes nous nous sommes attachés à mieux les accompagner dans leurs actions. Les fondations, les entreprises et bureaux d'études ont contribué largement au développement de nos outils de

communication et à l'avancée des programmes de recherche actions.

En Afrique le processus-programme d'appui à des stratégies municipales concertées pour l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous (SMC), co-animé par le Partenariat pour le développement municipal (PDM) et le pS-Eau a été conduit dans 4 nouvelles villes d'Afrique de l'Ouest et du centre ; un séminaire de bilan intermédiaire a été organisé à Cotonou en février.

En Méditerranée, au côté du Ministère de l'Energie de l'Ecologie du Développement Durable et de la Mer, le pS-Eau a appuyé avec Cités et Gouvernements Locaux Unis et Cités Unies France la participation des autorités locales à la stratégie eau de l'UpM en organisant une conférence sur ce thème à Lyon en novembre.

Le cinquième Forum Mondial de l'eau d'Istanbul en Février a été l'autre temps fort qui a permis de faire ressortir les travaux menés sur le thème de l'assainissement par les membres du réseau ainsi que l'importance de la mobilisation des collectivités territoriales françaises et de plusieurs réseaux d'acteurs européens autour des nouveaux financements complémentaires à l'Aide Publique au Développement.

Nous espérons que cette année qui consacre le retour à l'équilibre des comptes de l'association nous donne les bases pour de nouveaux accords notamment avec l'Agence Française de Développement, partenaire central de la coopération dans le domaine de l'eau.

Pierre Marie Grondin
Directeur du pS-Eau

La Charte du pS-Eau

L'adhésion au pS-Eau relève d'un engagement en faveur de l'amélioration des conditions d'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous, ainsi que de l'environnement dans lequel vivent les populations les plus démunies.

Ainsi, les adhérents à pS-Eau s'engagent à :

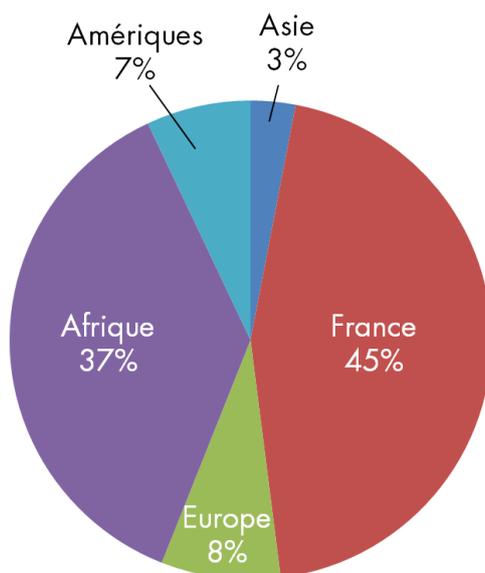
- ❶ **Susciter l'implication** et l'organisation des usagers pour une meilleure maîtrise et un meilleur accès à la ressource en eau ;
- ❷ **Favoriser la formation** et la sensibilisation à la protection et à la préservation de la qualité de l'eau ;
- ❸ **Participer à l'élaboration** et au développement de programmes innovants en faveur de l'accès pour tous à une eau saine ;
- ❹ **Faciliter le financement** de programmes et projets en faveur des populations les plus pauvres ;
- ❺ **Organiser la concertation** entre les acteurs impliqués sur une même thématique ou une même zone géographique ;
- ❻ **Promouvoir la coopération** dans le domaine de l'eau auprès des instances de décision et du grand public ;
- ❼ **Proposer l'adoption** de cadres institutionnels garants d'une pérennité d'accès à l'eau pour tous.

La diversité des initiatives de coopération internationale est une richesse que seule une large concertation peut enrichir et mettre en valeur

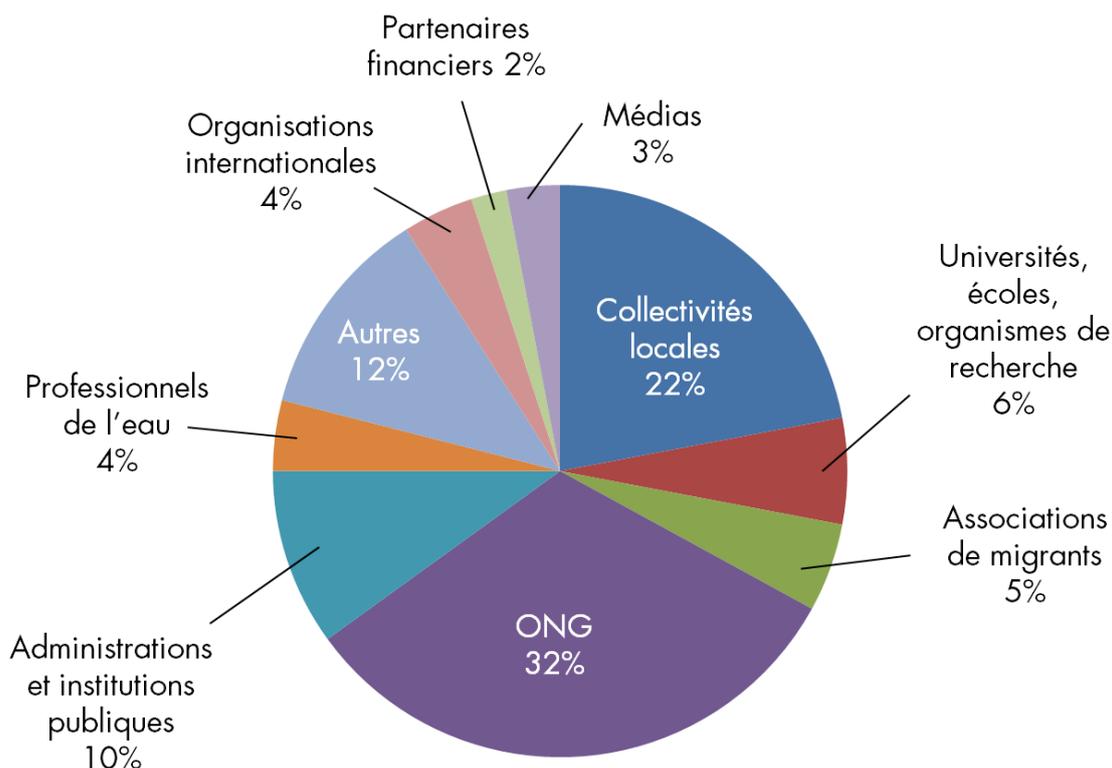
Une dynamique d'acteurs en réseau

Un réseau de 24500 acteurs (en croissance de 10% depuis 2008)

Aire géographique des partenaires du réseau pS-Eau



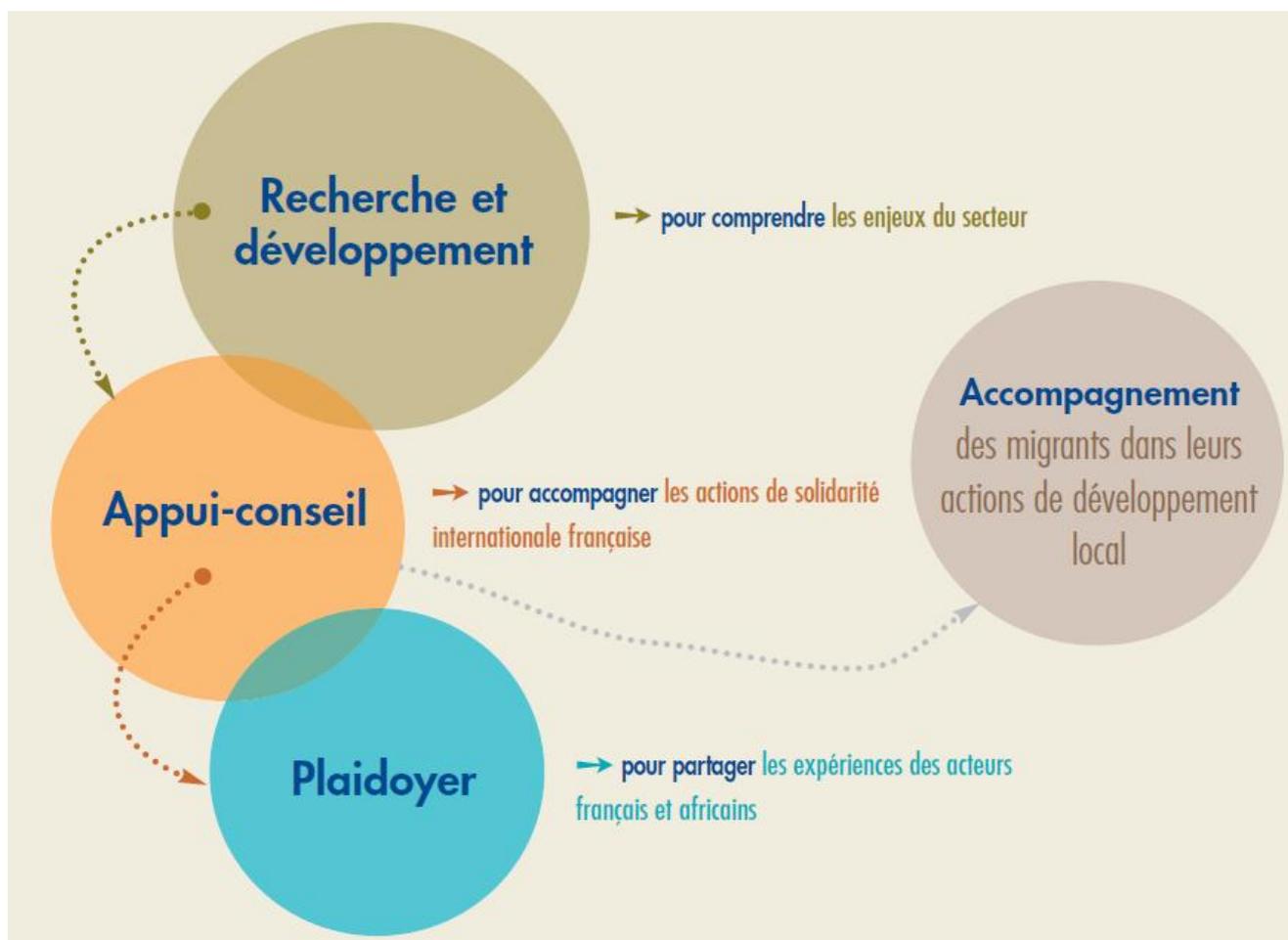
Typologie des partenaires et acteurs du réseau pS-Eau



Nos actions

2009

Comprendre, appuyer, partager



Recherche et développement

⊙ Un comité scientifique pour le pôle R&D

Afin de garantir la qualité scientifique de ses travaux et la pertinence de ses orientations stratégiques, le pôle R&D a formalisé en 2009 la mise en place d'un comité scientifique. Constitué d'experts du secteur issus des différentes familles d'institutions (pouvoirs publics, recherche, ONG, etc.), le comité scientifique se réunit régulièrement. Il a principalement pour rôle d'accompagner l'équipe du pôle R&D du pS-Eau pour identifier les enjeux clés nécessitant d'être approfondis et préciser les travaux d'investigation spécifiques à conduire.

⊙ Stratégies municipales concertées

Le programme SMC (Stratégies municipales concertées pour l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous), co-animé par le Partenariat pour le développement municipal (PDM) et le pS-Eau s'est poursuivi en 2009 :

1. Stratégies municipales concertées et plans d'actions dans douze villes africaines

Durant l'année 2009, le processus a été conduit dans 4 nouvelles villes d'Afrique de l'Ouest et du centre (Grand-Bassam en Côte-d'Ivoire, Dolisie en République du Congo, Bandundu en République démocratique du Congo et Louga au Sénégal).

L'identification du 3^{ème} groupe de 4 villes, la mission de prise de contact et validation de choix et la sélection des consultants, ont été conduits. Les 4 villes retenues sont Debre Berhan en Ethiopie, Nyeri au Kenya, Masaka en Ouganda et Moshi en Tanzanie.

2. Stratégies régionales d'appui aux petites villes dans trois régions

Le processus engagé dans les 3 régions a été finalisé et les stratégies sectorielles régionales validées.

3. Production et diffusion de guides d'aide à la décision

La réalisation des deux premiers guides a été engagée mi-2009. Ces deux guides d'aide à la décision portent sur (i) le choix des solutions techniques et (ii) la gestion des blocs sanitaires dans les lieux publics.

4. Adaptation des formations aux nouveaux besoins des métiers eau – assainissement urbain

Suite à l'inventaire des métiers et l'élaboration de fiches types sur les principaux métiers/activités réalisés fin 2008, un référentiel des métiers a été élaboré.

Cette année 2009 a également été marquée par un séminaire de bilan intermédiaire à Cotonou en février.



⊙ Assainissement

Un guide d'aide à la décision pour le financement de l'assainissement

Face au manque de données relatives au financement de la filière assainissement liquide (eaux usées et excréta), le pS-Eau a démarré une étude, en collaboration avec un consultant, afin de produire un guide à destination des différents acteurs du secteur. Conçu comme un guide d'aide à la décision, cet outil permettra à un décideur local ou un opérateur de développement, d'identifier, à partir des contraintes et opportunités locales, les modes de financement les plus appropriés. La publication sera disponible courant 2010.

Renforcer les politiques nationales d'assainissement en Afrique subsaharienne

Dans de nombreux pays africains, le secteur de l'hygiène et de l'assainissement est confronté à trois difficultés majeures : manque d'intérêt et de mobilisation politique, manque de cohérence et d'efficacité institutionnelle et manque de financements publics.

Les Politiques Nationales pour l'Assainissement (PNA) sont des outils indispensables pour désamorcer ces trois facteurs de blocage. Elles permettent d'une part de mobiliser les volontés politiques pour aboutir à des actions concrètes. Elles constituent d'autre part un cadre de référence pour le partage des rôles entre les acteurs. Elles sont également un support de dialogue et de négociation pour obtenir les financements indispensables au déploiement des actions.

Conscients des enjeux liés à l'adoption de PNA, de nombreux pays africains se sont engagés à produire et à renforcer leurs politiques, notamment suite à AfricaSan et la déclaration d'eThekweni (Durban) et à l'Année internationale de l'assainissement.

En 2008, le pS-Eau a défini son offre d'appui à destination de plusieurs gouvernements africains en vue d'élaborer, ou de renforcer lorsqu'elles existent, leurs politiques et stratégies nationales. Courant 2009, des partenariats ont pu être construits, en

particulier avec le Bénin, la Côte d'Ivoire et la Mauritanie, et des processus d'élaboration de politiques et stratégies nationales pour l'assainissement ont été initiés.



⊙ Gestion des eaux pluviales

Pour répondre aux nouveaux défis posés par la problématique des eaux pluviales, et en réponse à une demande forte de ses partenaires, le pS-Eau a engagé un travail de cadrage approfondi de cette problématique.

Un état des lieux des connaissances, des pratiques et des besoins a été réalisé et un document stratégique sur les enjeux de la gestion des eaux pluviales a été produit en 2009, en vue de lancer un programme de recherche sur ce thème.

⊙ Système africain d'information sur l'eau (SADIEau)

Si une grande quantité d'information est produite en Afrique, celle-ci est peu ou pas diffusée. Face à ce constat, SADIEau, un réseau d'organisations africaines, a été créé pour partager et diffuser l'information mise à disposition par ses partenaires. SADIEau construit sa richesse sur sa diversité :

- **Une diversité géographique** : les partenaires de SADIEau sont présents et interviennent sur l'ensemble du continent africain ;
- **Une diversité de compétences** : l'information gérée par SADIEau cible le secteur de l'eau dans son sens le plus large. Qu'il s'agisse d'accès à l'eau potable, de gestion de la ressource à

l'échelle d'un bassin ou d'assainissement et d'hygiène, il s'agit de thématiques pour lesquelles les membres du réseau SADIEau ont une longue expérience et ont développé une solide expertise ;

- **Une diversité de modes d'intervention :** une autre originalité de SADIEau est la variété des organisations qui le constituent. SADIEau regroupe des organismes publics, des ONG, des bureaux d'études et des organismes de bassin. Chacun, en raison de son statut spécifique, a développé des modalités d'intervention qui lui sont propres et qui viennent enrichir le corpus d'expériences fédérées par SADIEau.

Pour lancer le réseau SADIEau, treize partenaires africains répartis dans 9 pays ont été identifiés et mobilisés en 2008. Courant 2009, le réseau a été renforcé auprès de 7 autres partenaires supplémentaires et un plan d'actions a été défini pour l'année 2010. L'année 2009 a également permis de finaliser les protocoles et outils d'échanges et de diffusion d'informations entre les partenaires.

SADIEau est mis en œuvre par un consortium africano-européen : Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS) en tant que secrétariat technique permanent du Réseau africain des organismes de bassin (RAOB), Centre régional pour l'eau potable et l'assainissement (CREPA), Water, Engineering and Development Centre (WEDC), Office international de l'eau (OIEau) et pS-Eau.

- Contact : Denis Désille (desille@pseau.org)
- Plus d'infos : www.sadieau.org

⊙ **Référentiel d'expertise Sud pour la recherche et l'innovation**

Pour répondre à la préoccupation de l'Agence française de Développement d'amélioration de la qualité et de la pertinence de ses opérations dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, le pS-Eau a démarré en 2009 l'élaboration

d'un référentiel des acteurs africains impliqués dans la recherche ou menant des actions innovantes. Ces travaux se poursuivront en 2010.

- Contact :
Christophe Le Jallé (le-jalle@pseau.org)

⊙ **Dispositifs de suivi – évaluation pour les acteurs français de la solidarité internationale**

La mobilisation des acteurs français de solidarité internationale (collectivités territoriales et ONG) ne cessent de s'accroître. Parmi eux, nombreux sont soucieux d'améliorer l'efficacité de leurs interventions, et de garantir la transparence et la redevabilité vis-à-vis de leurs mandants et de leurs partenaires financiers. Parallèlement, les pouvoirs publics français ont émis le souhait de voir se développer au sein des acteurs de la solidarité internationale des outils de suivi-évaluation pour harmoniser les pratiques des acteurs et renforcer la cohérence et la complémentarité des partenariats entre la solidarité internationale et l'APD française.

Face à une pratique du suivi-évaluation encore marginale et une demande de renforcement, le pS-Eau, en collaboration avec le F3E et l'ARENE IdF, a démarré en 2009 une initiative visant à améliorer le suivi-évaluation des actions conduites par les acteurs français de la solidarité internationale intervenant dans le domaine de l'eau et de l'assainissement dans les pays en développement. Les principaux résultats attendus de cette action qui sera finalisée en 2010 sont d'une part l'identification des principaux besoins et attentes des acteurs français en matière de suivi-évaluation, d'autre part l'élaboration d'un guide fournissant outils, méthodes et applications pratiques pour mettre en œuvre le suivi-évaluation.

- Contact : Denis Désille (desille@pseau.org)

Appui conseil

⊙ Appui conseil des acteurs français de la coopération décentralisée et non gouvernementale

L'accompagnement des actions de solidarité internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement est le cœur du travail du pS-Eau. Cet accompagnement se focalise en France vers les ONG, les associations de solidarité, les collectivités territoriales et les syndicats des eaux et de l'assainissement. Il a pour but :

- d'améliorer la qualité et l'efficacité des actions ;
- d'accroître le nombre d'acteurs impliqués ainsi que les volumes financiers mobilisés.

En 2009, le pS-Eau a renforcé son équipe d'animation pour répondre aux nombreuses demandes d'accompagnement des initiatives de solidarité internationale, en particulier celles des collectivités.

Pour améliorer la qualité et l'efficacité des actions, l'appui-conseil du pS-Eau se décline aujourd'hui en 4 niveaux :

- 1. L'information** : par email et par téléphone pour une information ponctuelle (coordonnées d'ONG, d'experts au Sud, de guichets de financement, etc.).
- 2. La formation** : le plus souvent sous forme d'accueil dans les locaux du pS-Eau. L'objectif est avant tout pédagogique (qu'est-ce qu'un projet d'accès à l'eau et à l'assainissement, quelles sont les différentes étapes à respecter pour bien conduire un projet, quelles sont les informations nécessaires, etc. ?).
- 3. La lecture critique** de documents projets élaborés par les acteurs et la formulation des recommandations en vue d'améliorer leur contenu
- 4. L'appui-conseil collectif** : le pS-Eau participe ou organise lui-même des réunions d'information publique en vue de répondre aux attentes des porteurs de

projet mais aussi de partager les expériences.

- 5. Dans l'objectif d'accroître la mobilisation de la solidarité internationale** (tant en nombre d'acteurs qu'en volumes financiers mobilisés), l'appui-conseil du pS-Eau se décline en deux volets :
 - sensibiliser les collectivités territoriales non encore impliquées sur les modalités d'engagement dans la solidarité internationale ;
 - informer ces acteurs sur les modalités d'application de la loi Oudin et ses opportunités de cofinancement.



En 2009, près de 300 acteurs ont bénéficié d'un appui aussi bien dans les locaux du pS-Eau (Paris et Lyon), qu'à l'occasion d'animation et de déplacement en Région (Auvergne, Rhône-Alpes, Limousin, Languedoc Roussillon, Bretagne, Ile de France, Picardie, Nord Pas-de-Calais, Pays de la Loire etc.

- Contact : Guillaume Aubourg (aubourg@pseau.org)
- Plus d'infos : www.pseau.org/cdng

⊙ Appui conseil en régions

• Ouverture de l'Antenne Lyon-Méditerranée

Après deux ans et demi de soutien aux initiatives locales à proximité de Lyon, le pS-Eau vient d'y ouvrir une antenne qui sera un espace spécifique d'échanges et de concertation à disposition des partenaires régionaux. La mission de cette antenne, qui assure le relais du pS-Eau en région, est d'apporter une réponse plus rapide et plus adaptée aux acteurs locaux.

• Appui à la communauté urbaine de Lyon

Le Fonds de solidarité et de développement durable pour l'eau est un dispositif de financement de projets de solidarité internationale destiné à améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les pays en développement. Ce fonds est alimenté de manière paritaire par le Grand Lyon et l'un de ses délégataires, Veolia Eau.

En 2009, le partenariat entre le pS-Eau et la communauté urbaine de Lyon s'est poursuivi pour la co-animation du Fonds Eau (participation aux comités techniques et de pilotage, capitalisation et mise en réseaux des initiatives financées et appui à la communication externe). Ce partenariat fut renforcé et davantage axé sur une volonté commune d'accompagner et de conseiller les porteurs de projet de manière plus approfondie.

Dans ce sens, le pS-Eau assure et favorise le partage de l'information sur les zones géographiques mais aussi sur les thématiques sur lesquelles il a une bonne connaissance des acteurs et du contexte institutionnel.

Le pS-Eau participe également de manière continue à l'accompagnement des instructeurs de l'équipe du comité technique du Fonds Eau, composé de représentants de Véolia Eau et du Grand Lyon.

• Appui en région Rhône-Alpes

En 2009, la dynamique de territoire a pris de l'ampleur et s'est traduite par la multiplicité des projets montés à partir de cofinancements locaux (le Fonds Eau de la

communauté urbaine de Lyon, l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée et Corse, la région Rhône-Alpes, les conseils généraux, les donateurs privés, les divers dispositifs locaux dans le cadre de la loi Oudin), articulés à d'autres financements nationaux (en provenance pour une grande part des pouvoirs publics français).

Le pS-Eau a donc vu son activité s'accroître en matière de mise en réseau et d'appui-conseil aux porteurs de projets, et ce par un travail de terrain basé sur la rencontre et l'échange avec les différents acteurs Rhône-Alpins, consolidant ainsi un véritable réseau de proximité.

En prévision d'une mobilisation accrue des financements loi Oudin et des projets eau et assainissement, le pS-Eau a également été chargé par les institutions régionales (conseil régional Rhône-Alpes, agence de l'eau Rhône-Méditerranée et Corse, Resacoop) d'animer un groupe de réflexion sur la pérennité des ouvrages d'accès à l'eau et à l'assainissement.

En 2009, cette initiative s'est traduite par l'identification et le recensement des acteurs et des actions en Rhône-Alpes, la réalisation d'une étude au Burkina Faso, ainsi que la préparation d'ateliers de travail avec les acteurs Burkinabé.

• Appui à l'agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse

L'Agence de l'eau mène des actions de coopération internationale dans ses domaines d'expertise via des collaborations institutionnelles et techniques d'une part, et un soutien financier de projets portés par des maîtres d'ouvrages publics ou privés des bassins Rhône-Méditerranée et Corse d'autre part.

En octobre 2009, le partenariat entre le pS-Eau et l'Agence de l'Eau a été lancé afin d'apporter un appui/conseil spécifique aux maîtres d'ouvrages des deux bassins, de sensibiliser les collectivités à la coopération internationale et aux possibilités offertes par la loi Oudin, de développer un réseau d'expertise et de partenaires à l'échelle du bassin pour plus d'échanges d'expériences et d'innovation, d'améliorer les aspects institutionnels qui faciliteront ces projets

(gouvernance des services d'eau potable et d'assainissement), de renforcer les capacités des acteurs du Sud comme du Nord, notamment ceux en charge de la mise en œuvre.

Le partenariat s'est concrétisé par la réalisation d'une étude cartographique des acteurs/actions sur les bassins permettant d'orienter les actions à mener, la mise en place d'un mode de collaboration entre les 5 délégations de l'Agence et le personnel pS-Eau présent sur le territoire, plusieurs missions de rencontres de collectivités et partenaires du Bassin, et l'organisation d'une réunion de sensibilisation à Besançon.

- Contact : Rémi Gatineau (gatineau@pseau.org)
- Plus d'infos : www.pseau.org/rhone-alpes

• Appui conseil Méditerranée

Sollicitation et activités dans la région Languedoc Roussillon :

- Agde : Appui à la mise en place de la coopération décentralisée entre la ville d'Agde et la ville de Tata au Maroc (diffusion d'information, appui conseil sur les différents documents de partenariat et de projet, valorisation de leur expérience, accueil du Maire de Tata...)
- En partenariat avec le conseil général de l'Hérault, organisation de 2 soirées d'échange sur la solidarité internationale dans le domaine de l'eau dans le cadre de la Semaine de la solidarité internationale. Une sur l'action des ONG et l'autre sur la coopération décentralisée.
- Dans le cadre de la mise en place d'ateliers de travail pour le regroupement des associations au sein d'un même projet : animation de rencontres avec les ONG du département sur le thème de l'eau.
- Identification de l'existence et des potentialités de coopération décentralisée dans la Région Languedoc Roussillon.

Bassin Méditerranéen :

- Diffusion de l'exposition « En vie d'Oasis » de 14 panneaux sur la problématique

oasienne et les enjeux liés à l'eau et l'agriculture. La diffusion de cette exposition a eu lieu à Agde et à Montpellier et dans diverses manifestations, en Tunisie lors d'un séminaire scientifique à Tozeur, dans des lycées de Tunis, et en Algérie dans l'oasis de Ghardaïa.

- Facilitation du Réseau associatif de développement durable des oasis (RADD)
- Recensement des actions de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau en Méditerranée entreprises par les différents pays européens. Le travail a commencé notamment sur l'Espagne et l'Italie.

- Contact : Christophe Brossé (med@pseau.org)

• Appui conseil en Ile de France

Dans la continuité des actions engagées dans le cadre du partenariat pluriannuel avec l'agence régionale de l'environnement et des nouvelles énergies d'Ile-de-France (ARENE IdF), un travail spécifique d'animation et d'accompagnement a été conduit en 2009 en concertation avec le conseil régional et les départements. Un travail de recensement des acteurs (avec un accent particulier sur les collectivités, les associations de solidarité et associations de migrants) et des dispositifs d'appui méthodologique et de financement a été conduit. Près de 300 actions de coopération ont été identifiées. Issu de ces travaux de repérage des initiatives et des compétences, un guide francilien a été produit et largement diffusé via les services relations internationales de la région et des départements.

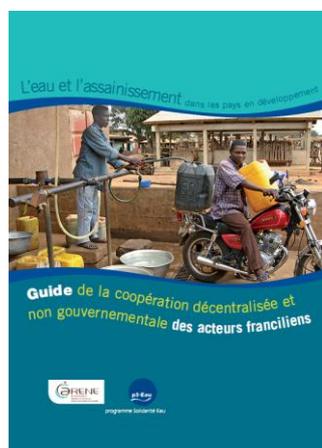
De plus en plus, les dispositifs départementaux sollicitent l'appui du pS-Eau pour des interventions dans le cadre de formations aux acteurs locaux ou pour renforcer la capacité d'accompagnement et d'inscription des agents des services. L'exécution de ce type de mission s'est développée en 2009 et s'est formalisée sous forme de convention de partenariat avec le conseil général de Seine Saint-Denis. Les

conseils généraux de l'Essonne et du Val de Marne souhaitent également développer des partenariats pour 2010.

• **Contacts :**

Céline Noblot (noblot@pseau.org)

Guillaume Aubourg (aubourg@pseau.org)



⊙ **Monitoring des actions de la coopération décentralisée et non gouvernementale**

Le suivi qualitatif et quantitatif des actions menées par les acteurs français de la coopération décentralisée et non gouvernementale dans le secteur de l'eau et de l'assainissement est une démarche initiée par le pS-Eau depuis 2006.

Réalisé à partir des informations transmises par les membres du réseau pS-Eau, les porteurs de projets, les structures d'appui, les acteurs institutionnels et partenaires financiers, ce monitoring permet de dresser un tableau de bord des formes de partenariat et des engagements financiers mobilisés.

Le dispositif de collecte et d'échanges des données est désormais assuré avec efficacité avec le ministère des affaires étrangères (DNCT), le SEDIF, le SIAAP, l'AIMF et les agences de l'eau réunies en inter agence. Ces échanges permettent des articulations entre les outils des agences (www.aquacoope.org) et l'atlas de la Coopération décentralisée du MAEE (cncd.diplomatie.gouv.fr).

Les données ainsi collectées sont valorisées sous forme de « fiches actions » présentant de manière détaillée le contenu des actions

ainsi que les différents partenaires mobilisés pour la mise en œuvre et le financement. En 2009, 400 fiches descriptives sont accessibles en ligne sur www.pseau.org/outils/actions.

Avec un soutien spécifique de l'AFD, le pS-Eau a pu initier un bilan et une caractérisation de la coopération décentralisée dans le secteur eau et assainissement sur les années 2007 à 2009. Via une étude portant sur 650 actions et près de 300 acteurs, ce bilan a permis de chiffrer les engagements de la coopération décentralisée E&A et de mieux cerner ses particularités d'intervention.

Une mobilisation financière importante et croissante

La coopération décentralisée a engagé environ **18 millions d'euros en 2009** (contributions financières et valorisations des moyens affectés), soit 22% de plus qu'en 2007. Cela représente environ 6% de l'APD française dans ce secteur.

Impact de la loi Oudin-Santini

L'application de la loi Oudin, adoptée le 9 février 2005, a permis la mobilisation directe de 13,2 millions d'euros en 2009, soit 75% du total investi dans des actions de coopération décentralisée E&A.

Les engagements issus de la mise en application de la loi Oudin se répartissent à peu près dans le même volume entre les agences de l'eau d'une part et les collectivités et syndicats d'autre part.

Cependant, les collectivités territoriales utilisent toujours leur budget général (loi Thiollière) de façon importante pour financer leurs actions (50% des engagements sur 2007-2009 hors agence et syndicats).

Globalement, on constate que la loi Oudin n'a pas entraîné la substitution d'un mode de financement par un autre. Au contraire, elle a permis de compléter les outils d'intervention en coopération décentralisée, avec pour effet une augmentation des contributions et la création de dispositifs et d'actions spécifiques à l'eau et à l'assainissement.

Toujours plus de collectivités s'engagent

Les engagements financiers (loi Oudin) de 125 collectivités différentes ont été recensés (contre 74 en 2008).

Plusieurs collectivités se sont engagées en 2009 notamment : Communautés d'agglomération d'Aubagne et de l'étoile, de Saint Omer, de Seine Eure, du Havre, Ville de Laval, Ville de Limoges, Communauté urbaine de Cherbourg, etc.

Nombreuses ont été les collectivités qui ont fait appel à l'expertise mobilisée par le pS-Eau pour mettre en application la loi Oudin et définir des dispositifs d'intervention.

• **Contacts :**

Pierre-Marie Grondin (grondin@pseau.org)

Vincent Dussaux (dussaux@pseau.org)

• Plus d'infos : www.pseau.org/cdng

⊙ **Animer des espaces de dialogue et de concertation sur les pays d'intervention privilégiés**

En 2009, l'animation de concertation géographique s'est concentrée en priorité sur le Burkina Faso, le Bénin, Madagascar et Haïti.

• **Burkina Faso**

Dans la continuité du travail amorcé depuis 2007, le pS-Eau a poursuivi l'identification des actions et des acteurs français de la coopération décentralisée et non gouvernementale engagés dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement au Burkina Faso.

Ce travail de repérage d'initiatives en cours a permis de renforcer l'accompagnement de ces acteurs.

Tout au long de l'année le pS-Eau a en effet appuyé plusieurs collectivités françaises engagées au Burkina dans le montage de projets et plus spécifiquement dans le cadre de l'appel à projets lancé par le MAEE (Laval, Châtellerauld, Couëron, Fontenay le Comte, Annecy, Région Limousin, etc.) Par ailleurs, le pS-Eau a également été sollicité pour apporter son expertise sur le montage d'un dossier tripartite réunissant 8 villes françaises - jumelées avec des villes allemandes - souhaitant s'engager

conjointement dans des actions eau et assainissement dans leurs communes burkinabè partenaires. Dans le cadre de cet accompagnement, plusieurs réunions rassemblant l'ensemble des acteurs ont été organisées au cours de l'année.

Au cours des 3 réunions du groupe pays organisées par Cités Unies France, le pS-Eau a apporté, à l'ensemble des collectivités présentes, un éclairage spécifique sur les politiques sectorielles nationales en matière d'eau et d'assainissement et les initiatives en cours (états d'avancement et de financement des plans communaux de développement pour l'eau et l'assainissement (PCD AEPA)).

Dans le cadre de cet appui-conseil, le pS-Eau a organisé, au mois de juin la venue en France d'une délégation d'élus et de techniciens de l'ONEA. Cette mission sur une semaine a été initiée en partenariat avec la GTZ et l'ONG Eau Vive. Plusieurs rencontres, à Paris, Lyon (avec l'appui de la région Rhône-Alpes) et Nantes (avec l'appui de la région Pays de la Loire) en présence des membres de la délégation du Burkina (4 maires, conseiller technique de la coopération allemande, 3 agents de l'ONEA), visant à faciliter le dialogue et la concertation entre les différents acteurs ont ainsi permis de rassembler associations et collectivités françaises présentes au Burkina et de présenter les politiques et stratégies sectorielles nationales. Pour les partenaires burkinabè, cette mission a également été l'occasion de consolider les coopérations en cours ou à venir avec les collectivités françaises (Houndé / Saint-Fons, Diébougou / Floirac).

Par ailleurs, en partenariat avec la Maison de la Coopération Décentralisée (MCD) au Burkina et Cités Unies France, un travail de capitalisation a été entamé. Cette étude qui porte sur la période 2006-2009 a pour objectif une meilleure connaissance et prise en compte des apports de la coopération décentralisée au Burkina dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement, notamment en matière d'appui à la maîtrise d'ouvrage. Le choix de cette période de référence

s'appuie sur deux facteurs intervenus en 2006 :

- La communalisation intégrale au Burkina qui s'est traduite par le transfert de maîtrise d'ouvrage de l'Etat aux communes pour les secteurs eau et assainissement.
- L'application de la loi Oudin en France.

Une restitution mi parcours de ce travail a été assurée en France au sein du groupe pays de Cités Unies France, et au Burkina Faso auprès des instances de l'association des municipalités du Burkina Faso (AMBF). Finalisation et diffusion de l'étude au premier semestre 2010.

- **Contact :**
Sophie Charpentier (charpentier@pseau.org)
- **Plus d'infos :** www.pseau.org/burkina

• **Bénin**

L'ouverture géographique de l'approche thématique / pays, s'est traduite en 2009 par un travail spécifique nouveau sur le Bénin.

- **Un accompagnement de proximité** pour deux partenariats de coopération décentralisée en cours de montage et portées par des collectivités (Communauté d'agglomération de Seine Eure avec Bohicon et Communauté d'agglomération de Saint-Omer avec Lalo).

- **La conduite de deux missions de repérage** en commun avec L'ARENE Ile de France. Elles ont permis, grâce aux informations collectées en amont, de constater sur le terrain béninois l'état de certaines coopérations décentralisées et non gouvernementales, leurs avancées notamment en matière d'appui à la maîtrise d'ouvrage (mise en place de service techniques communaux, définition et mise en œuvre de politique sectorielle communale, réflexion et premières expériences de gestion intercommunale). A cet égard l'expérience du quadrilogue initié par le département et les communes des Yvelines, et l'intercommunalité du Mono sur le secteur de l'assainissement fait depuis l'objet d'un suivi particulier.

- **L'organisation, le 10 décembre 2009, d'un atelier d'information et**

d'échanges sur la thématique de l'accès à l'eau et à l'assainissement au Bénin.

Cette rencontre avait pour but :

- de présenter, auprès des acteurs français de la solidarité internationale, le nouveau contexte institutionnel du secteur de l'eau potable et de l'assainissement au Bénin,
- de faciliter l'intervention et la concertation des acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale impliqués au Bénin dans les domaines de l'eau et de l'assainissement.

Grand témoin de cette journée M Saturnin Ago Sohou, maire de la Commune rurale de Toffo, a pu présenter les différentes étapes de la mise en place des instances communales de concertation et d'exploitation du service de l'approvisionnement en eau potable. Celles-ci ainsi que des réalisations ont été assurés avec l'appui de l'ONG Initiative Développement et les financements de la Ville de Paris (appel à projets « eau ») et de l'union européenne (Facilité eau).

La contribution du maire de la commune de Toffo, ainsi que celles de nombreux intervenants issus de collectivités, du monde associatifs, d'agence de l'eau a permis des débats profonds et un large partage d'expériences à poursuivre en 2010. La tenue des assises de la coopération décentralisée à Cotonou pourrait ainsi être l'occasion de prolonger les échanges avec les autorités béninoises.



- **Contact :**
Guillaume Aubourg - aubourg@pseau.org

• Madagascar

Les collectivités territoriales et associations françaises sont de plus en plus nombreuses à s'investir dans des actions de coopération à Madagascar sur le thème de l'eau et de l'assainissement. Afin d'accompagner le développement de ces actions, le pS-Eau et l'ONG malgache CITE ont initié le développement d'un véritable point focal « Eau et Assainissement à Madagascar », baptisé « Réseau Ran'Eau ».

Le réseau Ran'Eau soutenu par les agences de l'Eau Seine-Normandie et Rhône-Méditerranée et Corse, le Grand Lyon, l'IRCOD, le Conseil Général du Bas-Rhin, et le SCAC de Tananarive vise à mettre à la disposition des porteurs de projets les informations utiles au montage et au suivi des projets (cadre sectoriel, technologies et approches méthodologiques adaptées à Madagascar, outils existants, ...), et à mettre en relation les différents acteurs intervenant dans le secteur de l'eau et de l'assainissement à Madagascar (ONG, collectivités, institutions, entreprises, ...).

En 2009, le pS-Eau et le CITE ont développé les activités suivantes à Madagascar et en France, consistant à :

1. **Mieux connaître et valoriser les acteurs et actions** de la coopération décentralisée et non gouvernementale franco-malgache : constitution d'une base de données acteurs/actions consultable sur les portails web du CITE et du pS-Eau.
2. **Appuyer les porteurs de projets** Eau et assainissement dans leur démarche à l'aide d'outils et d'information spécifiques : accueil des porteurs de projets dans les locaux du CITE à Madagascar (3 projets accompagnés en 2009) et dans les locaux du pS-Eau en France (5 projets accompagnés en 2009) ; actualisation des pages web du portail Madagascar.
3. **Organiser un espace d'échanges** entre les acteurs Eau et Assainissement : organisation d'une première rencontre technique le 13 novembre dans les locaux du CITE à Tananarive, ayant réuni une trentaine d'acteurs intervenant sur des projets eau et assainissement à

Madagascar. Ce premier temps d'échanges a permis de mieux cerner les attentes spécifiques des porteurs de projets eau à Madagascar et ainsi de définir l'agenda du réseau Ran'Eau en 2010.

• Contact :

Vincent Dussaux - dussaux@pseau.org

• Plus d'informations :

www.pseau.org/madagascar



• Haïti

Au cours de ces dernières années, un contexte relativement favorable s'est instauré en Haïti, permettant la relance d'actions conduites par les acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale. Cela est vrai en particulier dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, secteur sur lequel l'État haïtien a mis en œuvre une réforme visant à augmenter les investissements nécessaires au développement des équipements et des services, à accroître le rôle des collectivités locales et à clarifier les modalités d'intervention de la coopération internationale. Néanmoins, malgré un intérêt affirmé des acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale française, les actions menées par ces derniers pour l'accès à l'eau et l'assainissement restent encore modestes.

Face à ce constat, le pS-Eau a poursuivi en 2009 le rapprochement avec les autorités nationales haïtiennes en charge du secteur (la DINEPA) et a organisé une rencontre technique d'information et d'échanges.

Cette rencontre organisée le 15 décembre en partenariat avec le conseil régional d'Île-de-France, l'AFD, le Collectif Haïti de France, Cités Unies France, Suez – Aquassistance et le GRET a permis de présenter et de mieux faire connaître le nouveau contexte institutionnel du secteur de l'eau potable et de l'assainissement en Haïti, d'échanger autour des actions menées et autour des problématiques rencontrées par les collectivités et associations françaises dans ce domaine, et de mieux appréhender le rôle joué ou à faire jouer par les communes haïtiennes.

- Contact : Céline Noblot – (noblot@pseau.org)
Vincent Dussaux (dussaux@pseau.org)
- Plus d'informations : www.pseau.org/haïti-eau

⊙ Informer et fournir des outils aux acteurs français de la coopération

→ Organisation et animation de groupes de travail

Dans le cadre du partenariat avec l'ARENE Ile de France, deux groupes de travail techniques ont été organisés en 2009.

- Récupération des eaux de pluie dans les pays en développement

Pour mieux appréhender le cadre réglementaire de cette option, ses modalités de mise en œuvre, et leurs limites et contraintes (sociale, économique, environnementale), l'ARENE Ile de France a commandité une étude à laquelle le pS-Eau a été associé. La restitution de cette étude a été l'occasion d'organiser un atelier de réflexion et de partages des connaissances regroupant des représentants des ONG (GRET, HSF, Rain Fondation, Fondation Ensemble) et de collectivités (Conflans Saint Honorine, Conseil général du Val de Marne) et de l'agence Seine Normandie.



- Biogaz

Le recensement des actions de coopération pour l'assainissement a mis en lumière des expériences pilotes de valorisation des excréments pour la production d'énergie. Encore à petite échelle et sur des territoires excentrés par rapports aux pays principaux de coopération (Ethiopie, Chine, Inde), ces initiatives et la technologie employée suscitent l'intérêt. Pour faire le point sur ces premières opérations, et en tirer des premiers enseignements, une réunion de travail a permis de valider l'intérêt des participants (SIAAP, Fondation Veolia, Initiative Développement, Fondation Nicolas Hulot, ARENE Ile de France, Ingénieurs sans Frontières) à assurer un suivi de ces initiatives et de partager les connaissances. Un document de synthèse sera produit en 2010.

→ Documents publiés

Lettre du pS-Eau

Trois numéros (58, 59, 60) ont été publiés et diffusés en 2009. On retiendra de ces trois éditions de la Lettre en 2009 les caractéristiques suivantes :

- Des zones géographiques variées avec la présentation de retours d'expériences et des partenariats diversifiés (Angola, Madagascar, Maroc, Mali, Niger, Cameroun).

Une attention toute particulière aux initiatives de renforcement de l'assainissement

- ✓ Repenser la gestion des latrines scolaires au Burkina
- ✓ Des crédits latrines pour équiper des ménages au Niger
- ✓ Gestion des déchets liquides (coopération Gao / Nancy) au Mali

- Des partenariats multi acteurs associant des opérateurs associatifs (Rail Niger, Comité d'aide médicale) des associations de solidarité (Lumière du Monde), des opérateurs privés (Fondation Veolia, Hydroconseil) et des ONG internationale (Helvetas Mali).

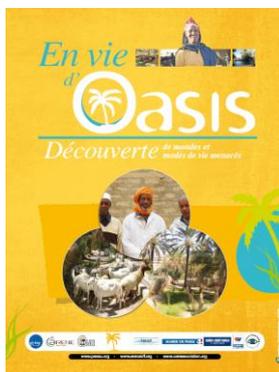
- Mise en valeur accrue des initiatives relevant de la coopération décentralisée :

Villes d'Orsay, et de Maxéville, communauté d'agglomération de Nancy, AIMF, conseil général des Yvelines.

Des agences de l'eau et collectivités dans le cadre de la Loi Oudin Santini (agences Rhin-Meuse, Syndicat Mixte des Eaux Rhône Ventoux, SEDIF).

Autres publications

- Guide de la coopération décentralisée pour l'eau potable et l'assainissement : modalités d'intervention pour les acteurs de coopération décentralisée et non gouvernementale. pS-Eau / Ministère des affaires étrangères / Ministère de l'écologie de l'énergie du développement durable et de la mer / 3^{ème} édition, 68 pages.
- L'eau et l'assainissement dans les pays en voie de développement : Guide de la coopération décentralisée et non gouvernementale des acteurs franciliens, pS-Eau / ARENE Ile de France, 36 pages.
- Accès à l'eau, l'assainissement au Bénin : Partager les expériences et renforcer les contributions des acteurs français, Actes de rencontre, pS-Eau / ARENE Ile de France, 24 pages.
- Assurer l'assainissement pour tous, des expériences de coopération à partager, des initiatives à développer pS-Eau / SIAAP / ARENE Ile de France, 32 pages.
- Plaquette sur le Forum UpMed
- Exposition En vie d'Oasis



Réalisée par le pS-Eau, le Centre d'actions et de réalisations internationales (CARI) et l'Arene Ile-de-France avec l'appui du

SIAAP, de la mairie de Paris, des conseils généraux de Seine-Saint-Denis et de l'Hérault, et de la fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'homme, cette exposition itinérante et pédagogique vise à sensibiliser le public à la problématique des oasis du pourtour méditerranéen. Elle présente aussi les acteurs de la dynamique oasienne et fournit des exemples d'actions qui ont été entreprises pour la sauvegarde des oasis.

→ Développement d'outils de communication numérique

Les outils numériques sont de plus en plus essentiels à la communication du réseau. Ils ont été de mieux en mieux utilisés par tous et remplacent peu à peu les autres moyens de communication quoique nous devons rester attentifs au développement plus lent des possibilités d'accès de certains de nos partenaires notamment en Afrique.

Ce développement des outils (site Internet, envoi de messages courriels, développement de bases de données, etc.) s'est traduit en :

➤ Communication externe

- par une offre d'information dans les domaines de l'eau, l'assainissement, ou les projets de migrants;
- par une valorisation des actions menées par les partenaires du réseau;

➤ Communication interne

- par le développement au secrétariat du pS-Eau d'outils d'animation et de suivi du réseau.
- par le développement de bases de données qui recueillent : contacts ; organismes ; documents de référence eau et assainissement ; fiches descriptives d'actions de coopération décentralisée ; suivi du montage des projets de migrants.

Alimentation des pages thématiques du nouveau site Internet

De plus en plus de pages thématiques sont disponibles sur le site Internet. Cet accroissement est en grande partie dû à la

nouvelle structure de ce site qui permet à chaque responsable d'activités de les produire et de les actualiser directement.

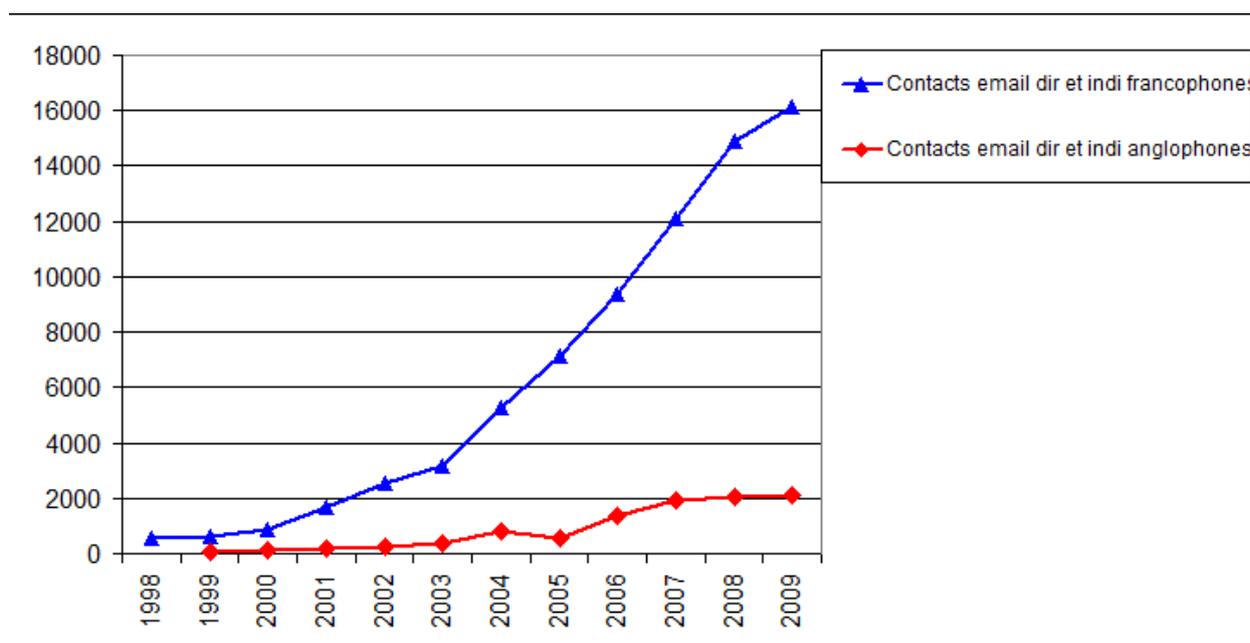
Extension des bases de données

Les bases de données continuent à s'enrichir progressivement grâce à l'exploitation permanente par l'équipe des informations issues des colloques, des campagnes de diffusions des bulletins d'informations, de recherches sur Internet,

des données transmises par les membres du réseau, etc.

Contacts et organismes ressources

2000 à 3000 contacts par an ont été ajoutés, depuis 5 ans ; actuellement ce sont plus de 18 000 contacts qui sont joignables par courriel.



Utilisation de la base de contacts, lors du cinquième Forum Mondial de l'eau d'Istanbul :

Lors du Forum Mondial de l'eau de mars 2009, le pS-Eau a diffusé chaque jour un bulletin d'information relatant les faits marquants, les avancées notables constatées dans les différentes sessions. Cette capacité du pS-Eau à diffuser de l'information vers les acteurs de terrain, unanimement appréciée, résulte du développement de la base et de sa facilité d'exploitation.

Mise à disposition d'ouvrages de référence, et outils pédagogiques :

240 documents nouveaux ont été ajoutés, ce qui porte à :

- 880 ouvrages de référence, dont la moitié est téléchargeable ;
- 830 "outils pédagogiques", c'est-à-dire relatifs à l'éducation au développement, utilisables par des enseignants, des acteurs de coopération cherchant des supports d'animation et de mobilisation pour un meilleur accès à l'eau potable ou l'assainissement. A noter que des films vidéo directement visualisables en ligne sont référencés.
- 500 000 documents sous format pdf téléchargés à partir du site pseau.org.

Recueil des "Actions" eau ou assainissement auprès des acteurs de la coopération décentralisée

Cet outil permet de valoriser auprès des acteurs de la coopération décentralisée des

projets de terrain, sous la forme de fiches descriptives, accompagnées de photographies, selon un formatage identique pour tous.

Il contribue à faire connaître auprès du public les actions de coopération menées par leur collectivité.

En 2009, 180 fiches ont été rédigées ou complétées selon un modèle commun. Un outil de recherche permettant de consulter aisément ces fiches utilise de nombreux critères (pays destinataire, thématique, organisme ou région française partenaire, type de financement, etc.).

Il est de plus possible de localiser sur une carte l'ensemble des actions de coopération décentralisée et non gouvernementale.

Collaboration étroite avec le CITE Madagascar



Le pS-Eau a trouvé avec le Cite un partenaire en mesure de développer

pour Madagascar un réseau similaire à celui qu'est le pS-Eau pour la France. Ce réseau a pris le nom de Ran'Eau. Ran'Eau, a été accompagné par le pS-Eau dans la mise en place d'outils de gestion des contacts et d'actions de terrain, similaires à ceux du pS-Eau. Depuis octobre 2009, les outils du pS-Eau sont progressivement en partage avec ceux du Cite.

Cette étroite collaboration s'avère avec le temps de plus en plus fructueuse pour le Cite (structuration, méthodologie) comme pour le pS-Eau (meilleure connaissance de la coopération décentralisée vers Madagascar).

- PMIE : Outils de Suivi des projets GAME

Le GAME est un réseau de structures accompagnant des migrants, porteurs de projets économiques vers leurs pays d'origine. Le Pmie est l'animateur actif de ce réseau.

Un outil de partage a été nécessaire pour suivre les projets accompagnés d'abord en

France, puis par un bureau d'études du pays. Dans ce but un outil de suivi, accessible par internet par la vingtaine d'organismes constituant le Game a été mis en place. Cet outil permet de suivre les différentes étapes du montage et du démarrage de chaque projet.

Outil de suivi des contributions des Agences de l'eau

Depuis 2009, les Agences de l'eau ont confié au pS-Eau le soin de collecter et valoriser les données relatives à leurs partenariats et contributions financières à l'effort de coopération internationale.

L'organisation de ce recensement spécifique (2 fois par an) permet une exhaustivité et une visibilité accrue de la prise en compte des contributions des Agences. Les données recueillies alimentent le recensement des opérations figurant dans la base « Actions ». Ces informations sont également transmises à l'OIEau qui assure l'animation de l'ensemble de la base de données inter agence (www.aquacoope.org). Ce double dispositif augmente la capacité de suivi des acteurs français engagés dans la solidarité internationale.

Montant des engagements financiers en coopération décentralisée

Cet outil permet depuis 2009 de compiler les montants annuels dédiés à la coopération décentralisée eau et assainissement des bailleurs français. Il a pour but notamment de mettre en valeur l'utilisation de la loi Oudin, et de son potentiel de progression.

En 2009, les engagements financiers de 129 bailleurs différents ont été recensés (74 en 2008).

L'ensemble de ces outils de communication contribue à faire du pS-Eau le centre référent en matière de coopération décentralisée sur l'accès à l'eau potable et l'assainissement.

- Contact : Michel Taquet – (taquet@pseau.org)
- Plus d'informations : www.pseau.org/outils

⊙ Animer le dialogue entre l'Etat et les acteurs français de la coopération



Le pS-Eau a poursuivi l'animation du Groupe d'échange CNCD-CNE (Groupe d'échanges sur l'action internationale « Eau et assainissement » de l'Etat et des collectivités territoriales sous l'égide du Comité

national de l'eau et de la commission nationale de la coopération décentralisée). C'est dans ce cadre qu'ont pu être conduits les travaux du PFE sur les questions liées à la coopération décentralisée. A ce titre, il a favorisé avec le concours de l'AMGVF les échanges d'informations entre les parties prenantes de ces coopérations. La présence des collectivités locales françaises à Istanbul a été très importante grâce à ces travaux.

Le groupe d'échange CNCD-CNE a travaillé sur la composante « eau et assainissement » des assises franco-marocaines de la coopération décentralisée (février 2009) qui ont été organisées à Agadir. Cette réunion a permis de caractériser la coopération existante et nouer de nouveaux partenariats (Agde, Tata). Six collectivités locales françaises sont impliquées dans des actions de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau au Maroc.

Une des réflexions finales du séminaire est la création d'un fonds d'appui aux collectivités pour la mise en œuvre des coopérations décentralisées. Un appui à la mise en place de ce fonds pourrait être pertinent. Les recommandations des Assises ont été diffusées au sein du Groupe d'échanges.

Outre la production de la nouvelle version du Guide d'appui à la coopération dans le domaine de l'eau, un état des lieux de la coopération décentralisée dans le domaine de l'eau est maintenant disponible sur le

site du pS-Eau en lien avec le site du MEEDDM et celui de la DAECT du MAEE. Ce guide a été largement diffusé, notamment en novembre lors du congrès de l'AMF (Association des maires de France).

• Contacts :

Pierre-Marie Grondin (grondin@pseau.org)

Plaidoyer

⊙ En France

Le pS-Eau a poursuivi l'animation, dans le cadre du partenariat français pour l'eau, du groupe de travail sur l'assainissement afin de préparer les messages et sessions des partenaires français pour le Forum mondial de l'eau d'Istanbul, s'appuyant sur le Document d'orientation stratégique « Assainissement des eaux usées » de la Coopération française.

Il a poursuivi sa participation aux instances du PFE et activement contribué à l'animation du groupe « coopération décentralisée et non gouvernementale dans le domaine de l'eau » pour la préparation du Forum d'Istanbul.

⊙ En Europe

Facilité ACP-UE pour l'eau

Le pS-Eau a poursuivi sa mobilisation pour le lancement de la nouvelle Facilité, en participant aux rencontres de concertation organisées par la Commission européenne à Bruxelles, ainsi que par l'élaboration, en collaboration avec d'autres ONG européenne, d'une note de positionnement sur la Facilité.

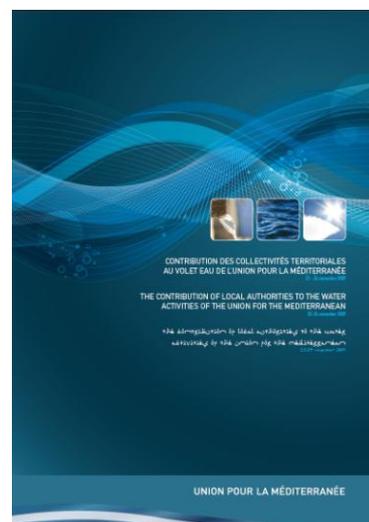
Financement solidaire

En collaboration avec les acteurs européens des financements solidaires (tout particulièrement ceux basés en Espagne et en Italie) et les membres de la plate-forme « financements solidaires », une publication "La Solidarité internationale pour l'eau et l'assainissement: Les citoyens européens agissent" restituant les expériences et systèmes de solidarité existant en Europe ainsi que les débats entre les participants a été produite en trois langues.

⊙ En Méditerranée, en Afrique et sur la scène internationale

Conférence des collectivités locales dans le cadre du processus d'Union pour la Méditerranée

Les 23 et 24 novembre 2009, une conférence a été conjointement organisée à Lyon par la Commission Méditerranée des Cités et Gouvernements Locaux Unis (MedCGLU), le programme Solidarité Eau (pS-Eau), Cités Unies France, le ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer, et le Grand Lyon, sous l'égide de l'UpM. Cet événement qui s'est prioritairement adressé aux collectivités a eu pour but de définir et lancer une action commune dans le secteur de l'eau - propre aux collectivités et d'appuyer ainsi les processus de décentralisation en cours dans de nombreux pays du pourtour de la Méditerranée.



Le pS-Eau en a assuré la maîtrise d'œuvre en partenariat avec CGLU maître d'ouvrage conjoint avec le MEEDDM.

La conférence a réuni 250 participants provenant de 25 des 43 pays membres de l'Union pour la Méditerranée.

Ces deux journées ont été l'occasion de :

- Faire ressortir des recommandations pour contribuer à la stratégie pour l'Eau en Méditerranée qui doit être adoptée en 2010 par les chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de l'UpM.
- Identifier les apports et la valeur ajoutée des autorités locales et de leurs actions de coopération décentralisée dans l'émergence et l'élaboration de projets susceptibles d'être présentés à la labellisation de l'UpM.
- Faire le point vis-à-vis du soutien financier des gouvernements et des grands bailleurs autour des projets de coopération décentralisée portés par les collectivités territoriales.
- Présenter quelques projets concrets, caractéristiques de cette coopération pouvant servir d'exemple en matière de contribution des collectivités territoriales à la coopération internationale, pour une labellisation par l'UpM.

Cette manifestation a créé une dynamique positive autour de l'action des autorités locales et régionales dans le domaine de l'eau et de l'assainissement en Méditerranée et a suscité de nombreuses attentes tant en matière de reconnaissance de la contribution des autorités locales et du devenir de cette contribution que du point de vue du soutien espérés aux projets qui ont été labellisés.

Dans un processus d'essor de l'UpM encore fragile, cette conférence a montré que le domaine de l'eau et l'action des autorités locales et régionales constituent des points d'ancrage importants voir des précurseurs des actions à mener dans ce même processus.

L'ensemble d'éléments de la conférence (dernière version de la contribution, interventions, fiches de projets, liste de participants etc.) sont accessibles sur le site web de la conférence : www.ufm-water.net/meetings/lyon

Sommet Africités à Marrakech

En décembre s'est tenu le 5^{ème} Sommet Africités, qui rassemble les autorités locales africaines. Le pS-Eau y a organisé 2 sessions en collaboration avec le PDM, l'une afin de partager les enseignements du programme SMC, l'autre pour lancer une réflexion pour améliorer le dialogue entre collectivités locales et opérateurs des services d'eau et d'assainissement.

Ce dernier thème de réflexion se poursuivra en 2010, en partenariat avec GLUA (Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique) et l'AAE (Association africaine de l'eau).

D'autres axes de collaboration avec l'AAE ont également été précisés, d'une part concernant le test des normes 2451X et d'autre part sur l'assainissement.

Forum mondial de l'eau à Istanbul

L'événement majeur de l'année 2009 a été le 5^{ème} Forum mondial de l'eau à Istanbul en mars. Le pS-Eau y a organisé 2 sessions (l'une sur la synergie entre coopération décentralisée et bailleur de fonds, l'autre sur l'assainissement) dans l'espace France et une session officielle sur le financement et la tarification de l'assainissement. Le pS-Eau a également appuyé ses membres dans les sessions qu'ils ont conduits.

Chaque jour du Forum, le pS-Eau a produit une lettre d'information synthétisant les points en débat sur les thèmes d'intérêt pour le pS-Eau. Cette Lettre, en versions française et anglaises, a été largement diffusée à tout le réseau pS-Eau.



- Contact : Pierre-Marie Grondin (grondin@pseau.org) Christophe Le-Jallé (lejalle@pseau.org)
- Plus d'infos : www.pseau.org

Migration

⊙ Programme migrations et initiatives économiques (PMIE)

La création d'une activité économique dans les pays d'origine des migrants, ou en France en lien avec leur pays, constitue un moyen d'insertion socio-économique et génère richesses et emplois dans les pays d'origine.

Les promoteurs migrants, dans leur processus de création d'entreprises, sont confrontés aux différents types de difficultés que rencontrent les entrepreneurs quant au passage de la formulation d'une idée d'entreprise à un plan d'affaire réaliste, la mise en place d'une gestion technique, financière et administrative, etc. Mais ils se heurtent de plus à des difficultés particulières liées au contexte dans les pays africains : incertitudes liées aux aléas et évolutions de l'environnement socio-économique, pratiques informelles dominantes, difficultés d'accès aux informations économiques et au crédit bancaire.

Cette constatation met en lumière l'importance de la préparation méthodologique et technique du projet en France avec des opérateurs connaissant le contexte africain, et de disposer de relais locaux d'expertises dans les pays d'origine.

Le Programme Migrations et Initiatives Economiques (PMIE) vise à faciliter la réalisation des projets économiques de la diaspora par la mobilisation, l'animation et la coordination d'un réseau rassemblant l'ensemble des compétences métiers nécessaires pour cet appui, le Groupe d'appui de la Micro à la moyenne entreprise.

Pour atteindre ses objectifs, le PMIE a trois principales activités :

- Des actions de renforcement des capacités des membres du réseau : formations, ateliers d'échange de pratiques, appui à la conception et au développement d'outils

partagés, identification et mobilisation d'expertise

- Des actions en direction de toute personne individuelle ou structure associative ou professionnelles intéressées par la thématique : information, appui-conseil, édition de bulletins, veille et alimentation d'un site web ressource

- Des actions en direction des porteurs de projets individuels : actions de sensibilisation des promoteurs à l'importance de l'accompagnement non financier, accueil téléphonique et orientation vers des experts, édition de guides pratiques, diffusion de bonnes pratiques, attribution de bourses d'étude de faisabilité et de finalisation.

Accompagner les acteurs de l'appui aux entrepreneurs

2009 a été marquée par l'accompagnement de l'internationalisation du réseau qui regroupe désormais les structures d'accueil en France et dans 12 pays d'Afrique. Le réseau compte aujourd'hui environ 140 conseillers sur 42 sites et accueille plus de 6 000 promoteurs par an. Il s'est doté, lors de la rencontre organisée par le PMIE à Ouagadougou en décembre, d'une charte éthique et d'engagement envers les promoteurs. Cette rencontre, qui a mobilisé outre les membres du GAME une douzaine de structures et institutions burkinabé (Ministères et dispositifs étatiques d'appui aux promoteurs, bureaux d'études, Maison de l'entreprise, Fédération de PME, société de garanties, banques) a permis aux participants d'échanger en profondeur sur leurs pratiques et de définir des axes de plaidoyer commun.

En 2009, le PMIE a conçu et développé une base de données partagée pour le suivi des promoteurs et animé un atelier sur les outils de financement des projets de la diaspora avec les membres du GAME et onze experts.

Le PMIE a de plus contribué à l'étude réalisée par le MIIINDS (DAIC) et l'ACSE et coordonnée par l'Agence Pour la Création d'Entreprise (APCE) sur les projets d'entreprise de migrants en lien avec les pays d'origine et développé des liens avec une dizaine de nouvelles structures d'appui aux créateurs en France.

Accompagner les initiatives économiques individuelles

En 2009, le PMIE a publié un « guide pratique pour entreprendre en Côte d'Ivoire », premier d'une collection par pays à venir.

Ce guide, destinées aux promoteurs et promotrices de la diaspora présente des conseils méthodologiques et pratiques issus de l'expérience du PMIE et de ses partenaires du GAME, des informations et contacts utiles, dont une liste de secteurs d'opportunités, les formalités à accomplir, des adresses d'organismes ressources et de sources de financement.



En 2009, le PMIE a permis :

- d'informer environ 600 migrants sur le contexte de la création d'entreprises en Afrique, ses risques, ses opportunités, et sur l'offre d'accompagnement,
- d'apporter un appui conseil individuel approfondi à 180 promoteurs pour le montage et la recherche de financement de leur projet et a attribué une trentaine de bourses d'étude de faisabilité et de finalisation.

- Contact : Marie-Laure Gibaud (pmie@pseau.org)
- Plus d'infos : www.pseau.org/pmie

⊙ **Codéveloppement Sénégal**

Le programme de codéveloppement au Sénégal, intitulé désormais Programme d'Appui aux Initiatives de Solidarité pour le Développement (PAISD) a été renouvelé en 2009 pour une période de 3 ans. Il a pour objectif de soutenir les initiatives des ressortissants sénégalais établis en France à travers 5 composantes :

- 1- L'accompagnement des promoteurs de projets d'investissements économiques privés au Sénégal ;
- 2- La mobilisation de la diaspora sénégalaise scientifique et technique pour des missions de courte durée au Sénégal ;
- 3- Le soutien financier et l'appui technique aux associations de ressortissants pour la réalisation d'infrastructures de développement local dans leurs régions d'origine ;
- 4- La mobilisation de la jeunesse d'origine sénégalaise dans des actions de volontariat au profit des régions d'origine de leurs parents ;
- 5- La contribution au désenclavement numérique des régions périphériques sénégalaises.

Le pS-Eau est chargé de l'animation de la cellule relais du programme en France. A ce titre, il assure les missions suivantes : l'information auprès des ressortissants sénégalais et de leurs partenaires, l'accueil, l'appui conseil au montage de projet, l'interface entre les porteurs de projet et la cellule de coordination du programme au Sénégal, la mobilisation d'un réseau de partenaires techniques et financiers.

En 2009 :

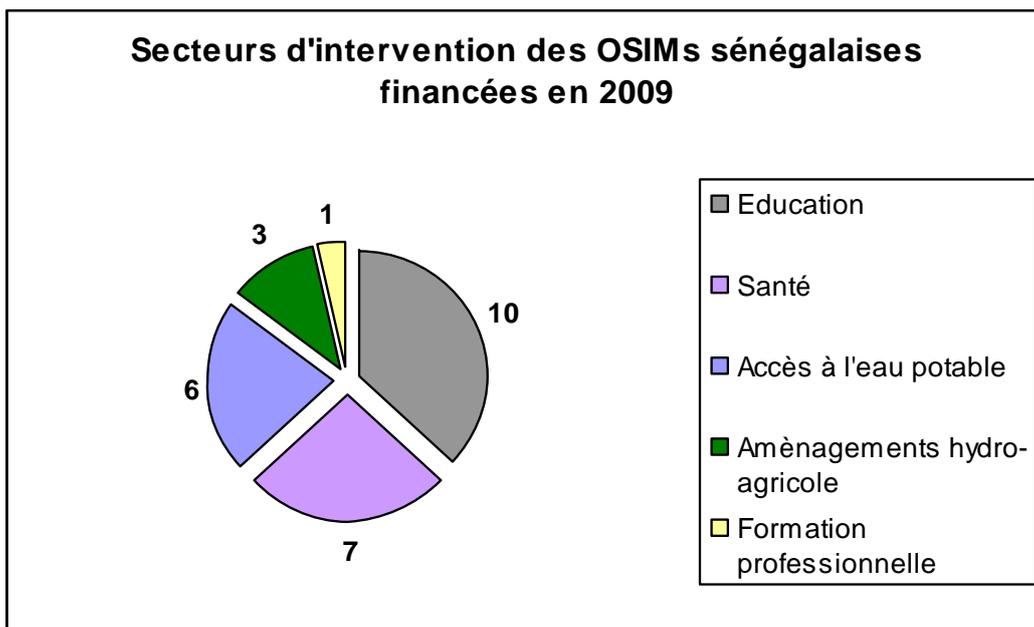
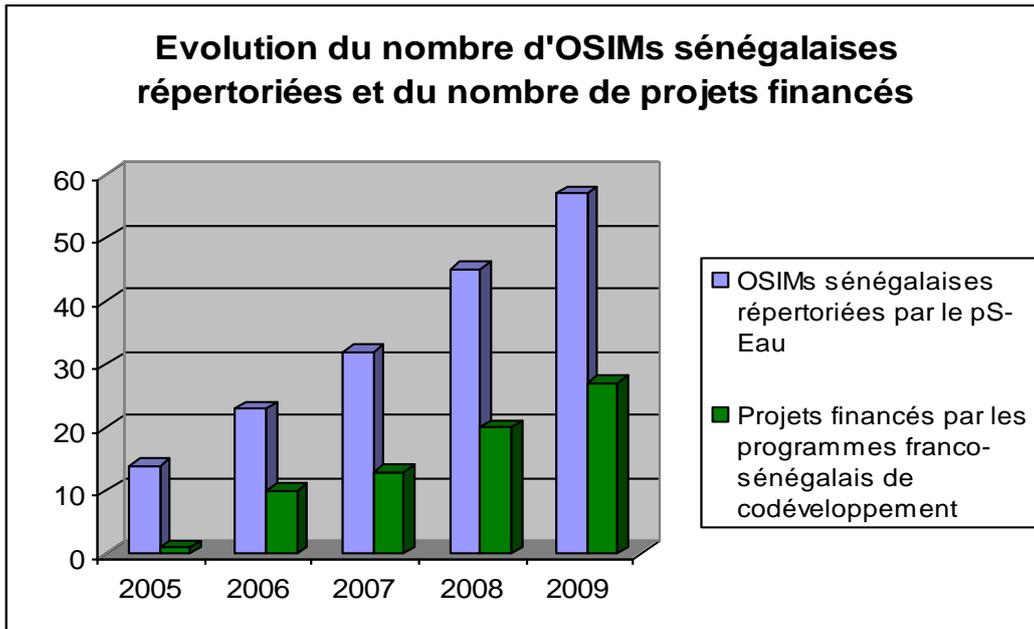
Plus de 50 créateurs d'entreprise ont été accueillis et orientés dans leur démarche, 28% d'entre eux ont été accompagnés pour la réalisation d'une étude de faisabilité au Sénégal.

- plus de 60 associations de ressortissants sénégalais ont été conseillées dans la formulation de leur projet de développement local dont 27 ont été financés par le programme.

- des réunions d'informations et d'échanges avec la diaspora sénégalaise et leurs partenaires ont eu lieu dans plusieurs régions de France : Rhône Alpes, PACA, Aquitaine, Nord Pas-de-Calais, Ile de France.
- des partenariats ont été initiés et développés avec des collectivités

territoriales françaises, des fondations d'entreprise et ONG intervenant au Sénégal.

- Contact : Sylvette Milinn (milin@pseau.org)
- Plus d'infos www.pseau.org/codevsenegal



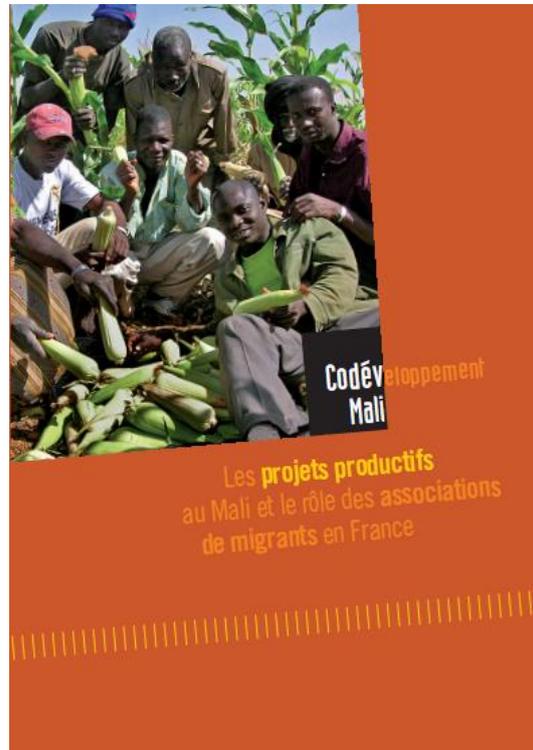
⊙ Codéveloppement Mali

Dans le cadre d'une convention signée entre l'ambassade de France au Mali et le pS-Eau, la cellule relais a poursuivi son travail d'accompagnement des associations de ressortissants jusqu'à fin du mois de juin, date à laquelle s'est clôturé le programme franco-malien « Renforcement du codéveloppement au Mali ».

Au cours de ce premier semestre, les activités réalisées ont principalement concerné :

- Le suivi des projets en cours de réalisation (ayant bénéficié d'un cofinancement au dernier trimestre 2008)
- L'accompagnement d'une dizaine de porteurs de projets. Dans le cadre de la fin de mise en œuvre du dispositif, plusieurs associations de jeunes et quelques porteurs de projets économiques ont pu bénéficier d'un appui financier pour la réalisation de leurs projets ;
- la mobilisation de partenaires financiers. Le programme n'étant pas reconduit, l'enjeu principal était de pouvoir - outre accueillir et accompagner les migrants (associations et individus) dans le montage de leur projet – les orienter vers différents partenaires financiers potentiels.
- la publication d'une étude de capitalisation sur les projets productifs portés par des associations de migrants. Cette étude porte principalement sur les projets financés dans le cadre du programme et réalisés dans la région de Kayes entre 2004 et 2008.

• Contact : Sophie Charpentier
(charpentier@pseau.org)



Indicateurs d'activités

activités programmées	Indicateurs d'activités réalisées
Appui conseil aux acteurs CDNG	
Appui conseil information	- environ 100 acteurs CDNG informés (estimation car pas de monitoring spécifique de ce type de pré accueil qui est souvent suivi d'un appui conseil formation/conception)
Appui conseil formation et conception	<ul style="list-style-type: none"> - 3 projets au Cameroun : Panpaya Beta, Lumière du Monde, autour de l'eau - 1 projet au Congo Brazaville : COSIM - 2 projets au Vietnam : Binh Minh, Secours populaire 69 - 2 projets au Cambodge : COSIM, ADMAHC, - 26 projets au le Mali : ARCAF, ADEP, GRDR, Les amis de Sokolo, Fondation Véolia, Villes de Montreuil, Ivry, Chilly Mazarin, Maxeville, Calais, NancIE, CG 91, Agglo plaine commune, Essonne Sahel, SIAAP, Forage Mali, ARCADE, EauLambda, AJYF, ARMCF, ADIM, CVDG, ARDF, ACDS, ADOMA, Kounda 78, - 28 projets au Burkina Faso : villes de Laval, Guéret, Châtelleraut, Couëron, Fontenay le Comte, Narbonne, Belfort, Annecy, Brest, Limoges, CG 87, CG 76, GdLyon, Saint Priest, Epernay, Agglo de Dreux, BMO, région Limousin, AIMF, Fondation Ensemble, Amitié Pontiéba Sud Loire, ESF, Eau vive, Aquassistance, SOS Sahel, LACIM, Karnaval Humanitaire, - 3 projets au Togo : SHF, Secours catholique, Honovi - 1 projet en Mauritanie: Souska - 7 projets au Sénégal : Agir abcd, GRED, Entraide Baol et Développement, Soleauvergne, Coredia, GRET, Associations des ressortissants de Ouro Himadou en France - 7 projets à Madagascar : AMIF, Ecoles du Monde, Anjou Madagascar, Conseil général de la Somme, Transmad, ASAM Lyon, ASMADA, - 12 projets au Bénin : Elisa, CA Seine Eure, CA Saint-Omer, CG Yvelines, villes de Créteil, St Germain en Mont d'Or, Montgeron, Casi, ARCADE, Initiative Développement, Emmaüs International, Agence DC, - 3 projets au Niger : CG 94, association La Poulie, AKALI, - 2 projets vers la Guinée : Guinée 44, SAGA - 1 projet en Angola : CAM - 2 projets aux Comores : Mavuna, HSF, - 7 projets au Maroc : Agde, CG 93, CARE, ESF, ADEFRAMS, AFOULKI, Association EAUSOLEIL - 3 projets en Palestine : ville de Montreuil, Besançon, ACAD, - 1 projet à Cuba : Cuba Coopération. - 2 projets vers Haïti : Asolid, Soley Lakay

Appui conseil collectif	<ul style="list-style-type: none"> - 6 réunions techniques : 4 sur le bassin RMC, 2 avec le CG Hérault - 1 animation d'un groupe de réflexion sur la pérennité des ouvrages - 5 contributions à des séminaires : Climat - CR Nord Pas de Calais, Festival de l'Oh - CG 94, Assises bretonnes de la solidarité internationale, Ciedel, Cereve
Sensibilisation	- 200 collectivités locales sensibilisées dont 100 sur le bassin RMC
Information	- 5 réunions loi Oudin : 2 sur RMC, 1 en Bretagne, 1 en Picardie, 1 à Paris (AMF)
Dialogues et concertations pays	
Mali	<ul style="list-style-type: none"> - 1 mission d'expertise conduite en région de Mopti - 1 accueil en France de maires en mission auprès des partenaires (Migrants des villes jumelées etc.).
Burkina Faso	<ul style="list-style-type: none"> - Contribution à 3 réunions de Cités Unies France - Organisation de 3 réunions (Paris, Lyon et Nantes) avec une délégation burkinabè (maires, techniciens de l'Onea) - 2 missions d'études conduites au Burkina Faso - Un travail de recensement et d'information spécifique en Rhône-Alpes - Démarrage d'une étude de capitalisation sur la coopération décentralisée dans le secteur AEPA du Burkina
Sénégal	Pas d'activité en 2009. Ces trois pays sont programmés pour 2010/2011 dans le cadre du plan d'actions tri annuel
Mauritanie	
Niger	
Bénin	<ul style="list-style-type: none"> - 2 missions d'identification - Organisation d'un atelier thématique d'échanges en France
Madagascar	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un relais local de suivi et appui-conseil des actions AEPA - 1 mission d'identification - 1 atelier d'échanges à Madagascar - 1 espace Internet mis à jour
Maroc	- contribution aux assises franco-marocaines
Bassin Méditerranéen	<ul style="list-style-type: none"> - co-organisation de la conférence à Lyon de l'Union pour la Méditerranée - appui à la labellisation UpM de 7 projets de coopération décentralisée - mise à jour du répertoire en ligne des acteurs
Haïti	<ul style="list-style-type: none"> - 1 rencontre thématique pays organisée en France - Accueil d'une délégation (Dinepa et élus locaux)
Cambodge, Vietnam et Laos	- recensement et actualisation de fiches actions (60)

Information et fourniture d'outils aux acteurs CDNG	
Informier	<ul style="list-style-type: none"> - 3 Lettres pS-Eau (n° 58, 59 et 60) - Création de pages Internet sur les outils financiers destinés aux acteurs CDNG - 5 lettres d'informations quotidiennes sur le Forum mondial de l'eau - 7 opérations mailing : promotion de Pédag'eau, appel à projet ville de Paris, retours d'expériences sur la coopération décentralisée, formations de la ville de Paris, Label Paris Co-développement, appel à projets CU Bordeaux, salon des Maires, Conférence de l'Union pour la Méditerranée - mise en place de 15 points de diffusion en France du guide coopération décentralisée - les documents et informations produites par le pS-eau sont relayés par les réseaux d'acteurs régionaux

Fournir des outils	<ul style="list-style-type: none"> - alimentation de la bibliothèque numérique - création et mise à jour de boîtes à outils pays (annuaire des acteurs, des actions, des partenaires techniques locaux, des partenaires financiers et des documents d'aide à l'intervention) : Haïti, Burkina Faso et Madagascar - alimentation de la BDD outils pédagogiques - 1 actualisation du guide de la coopération décentralisée pour l'AEPA - 1 guide sur « entreprendre en Côte d'Ivoire » - 1 publication sur l'accès à l'eau et l'assainissement au Bénin - 1 guide : panorama des actions engagées par els acteurs franciliens et recensement des outils d'appui méthodologique et de financement pour la solidarité internationale AEPA en Ile de France - 1 plaquette sur l'Union pour la Méditerranée - 6 actes de rencontres d'information : 5 sur le bassin RMC, 1 sur l'accès à l'eau et l'assainissement en Haïti - contribution à 1 publication sur la récupération des eaux de pluie
Dialogue Etat – acteurs CDNG	
	- animation du groupe de travail « coopération décentralisée » pour le forum mondial de l'eau
Monitoring des actions CDNG	
Suivi qualitatif des actions	<ul style="list-style-type: none"> - Optimisation de la BDD (options de tri par pays d'intervention, par type de financeur, par partenaires associés à l'action, etc.) - 150 nouvelles fiches actions réalisées et renseignant de manière détaillée les différentes modalités d'intervention des acteurs CDNG
Suivi quantitatif des actions	- Création d'une BDD sur les engagements financiers: 20 millions € d'engagement comptabilisés en 2009 dont 18 millions en provenance de la coopération décentralisée

Plaidoyer	
En France	- Animation Groupe de travail sur l'assainissement au sein du Partenariat Français pour l'Eau et pour le forum mondial de l'eau
En Europe	<ul style="list-style-type: none"> - participation aux rencontres de concertation pour l'élaboration de la nouvelle Facilité ACP-UE - Contribution à l'élaboration d'une note de prise de position des ONG européennes vis-à-vis de la nouvelle Facilité ACP - UE - identification des différents mécanismes de financements solidaires européens
En Afrique	- organisation de 2 sessions au sommet Africités
Sur la scène internationale	- organisation de 3 sessions au forum mondial de l'eau
Animation réseau GAME	
En France	<ul style="list-style-type: none"> - information auprès de 600 migrants sur la création d'entreprises - appui conseil personnalisé auprès de 180 promoteurs - élaboration d'un outil de suivi des porteurs de projets - appui sur une étude relative aux projets de migrants dans leurs pays d'origine
Au Burkina Faso	<ul style="list-style-type: none"> - organisation de la rencontre Game de Ouagadougou - appui à l'élaboration de la charte du Game

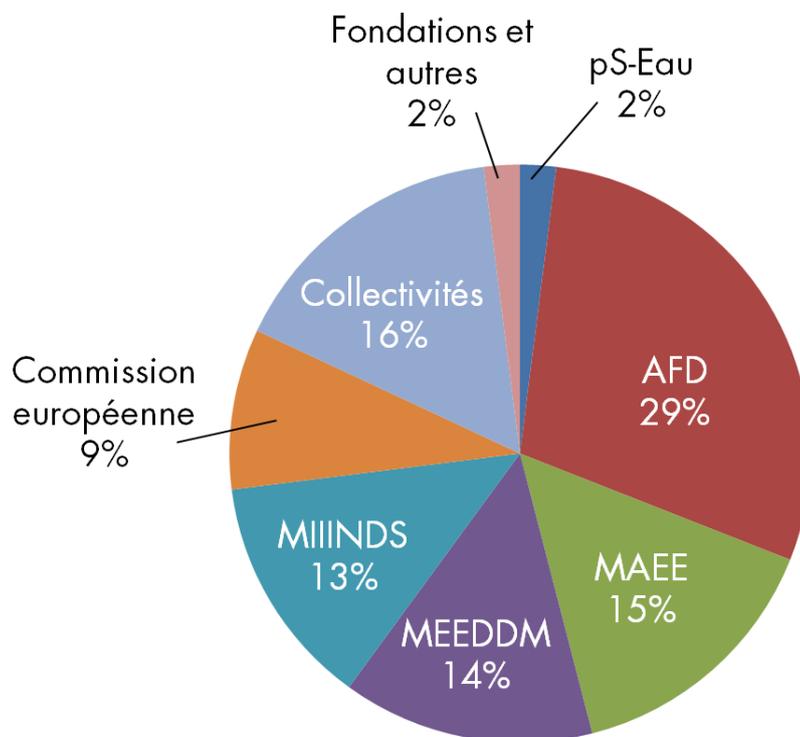
Indicateurs de résultats quantitatifs

Indicateurs de résultats prévus	Indicateurs de résultats obtenus	Niveau d'atteinte des résultats et commentaires
La proportion de la population sans accès E&A est réduite de moitié d'ici 2015 sur les zones d'intervention des acteurs CDNG	Les engagements des acteurs non gouvernementaux français pour le secteur AEPA équivalent à 10 à 20 % de l'APD française. Au Burkina Faso, ils correspondent à 5 à 10 % de l'APD internationale du secteur AEPA	☹ Mesures délicates, d'où le recours à des indicateurs alternatifs et indicatifs
Nombre d'actions conduites par les acteurs CDNG français	200 nouvelles opérations financées en 2009	☺
Montants financiers mobilisés par les acteurs CDNG en 2009	20 millions € (+ 20% depuis 2007, effet loi oudin)	☺
4 bulletins d'information	3 bulletins d'information	☹
5 mailings sur l'actualité et les opportunités de financement	8 mailings réalisés	☺ ☺
1 BDD sur les acteurs ressources en France et au Sud en croissance de 10%	Croissance de 18 % (passage de 20 285 à 23 898 contacts entre 2008 et 2009)	☺ ☺
50 acteurs CDNG bénéficient d'un « appui conseil conception »	113 acteurs ont bénéficié d'un appui	☺ ☺ ☺
1 BDD sur les supports pour l'éducation au développement en croissance de 10 %	Croissance de 18 % (passage de 696 à 824 outils pédagogiques recensés entre 2008 et 2009)	☺ ☺
1 bibliothèque numérique en croissance de 10 %	Croissance de 29 % (passage de 620 à 799 documents en ligne entre 2008 et 2009)	☺ ☺ ☺
10 réunions d'« appui conseil collectif » organisées	12 réunions organisées	☺
au moins 2 rencontres pays organisées en France	4 rencontres pays : Bénin, Burkina Faso, Haïti et Méditerranée	☺ ☺
une « boîte à outils » pour 3 pays d'intervention privilégiée	3 boîtes à outils réalisées : Burkina Faso, Haïti, Madagascar	☺

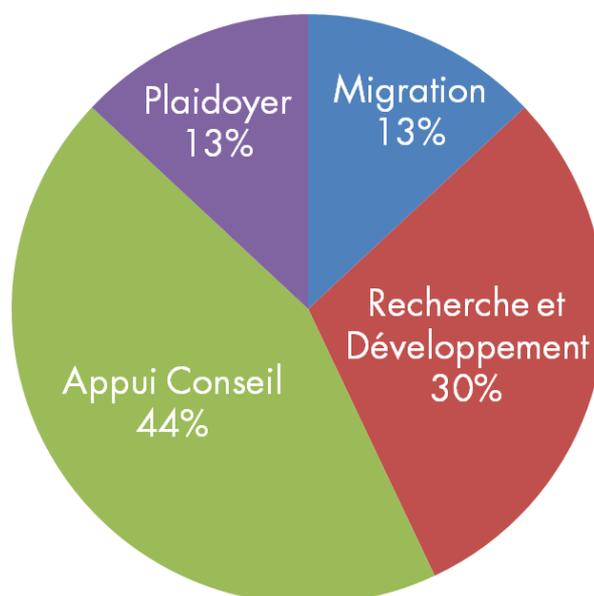
3 nouvelles publications pS-Eau	3 nouvelles publications 1 plaquette 6 actes de rencontres 1 publication mise à jour 1 contribution à une publication	😊😊
1 cartographie des financements solidaires européens	Document réalisé loin d'être une cartographie	☹ Données collectées trop parcellaires, manque de référentiel européen commun
contribution à 3 réunions Afrique	Bénin : atelier intermédiaire du programme SMC Niger : séminaire Projection Maroc : Africités	😊
Participation de partenaires africains à au moins 1 réunion dans le cadre de l'Initiative européenne pour l'eau	Non réalisé : 2009 a été une année de transition pour le groupe Afrique de l'Initiative européenne pour l'eau et aucune activité majeure n'a été menée	☹
organisation d'une session au Forum Mondial de l'Eau	3 sessions organisées	😊😊
diffusion d'une newsletter quotidienne sur le Forum Mondial de l'Eau à destination des acteurs du secteur	5 mailings bilingues durant les 5 jours du Forum mondial de l'eau à destination de 18 000 acteurs du secteur AEPA	😊

Les sources de financement

Budget global 2009 : 1,5 million



Affectation par pôles d'activités



Le Conseil d'administration du pS-Eau (Juin 2010)

Bureau de l'association

Président - René ALA (Ambassadeur de France)
Vice-Président - Pierre-Frédéric TENIERE-BUCHOT
Trésorier - Bruno VALFREY (Hydro-Conseil)
Secrétaire - Thierry VANDEVELDE (Fondation Véolia Environnement)

Autres membres du Conseil d'administration

M. Jean-Claude ANDREINI, (BURGEAP)
M. Stéphane CAMBOU (Conseil Régional du Limousin)
M. Laurent CHABERT D'HIERES (Eau Vive)
M. Jean Claude CLERMONT (Aquassistance)
M. Jean Paul COLIN (Communauté Urbaine de Lyon)
M. Xavier CREPIN : Institut des sciences et techniques de l'équipement et de l'environnement pour le développement (ISTED)
M. Bertrand DELANOE : association internationale des maires francophones (AIMF)
M. Michel DESTOT : Association des Maires de Grandes Villes de France (AMGVF)
M. Marc GENTILINI : (Académie de l'Eau)
Mme Bénédicte HERMELIN : Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques (GRET)
M. Charles JOSSELIN : Cités Unies France (CUF)
Mme Anne LE STRAT : (Mairie de Paris)
M. Jean-François MATTEI : (Croix Rouge Française)
M. Rémi POCHAT : Laboratoire Central des Ponts et Chaussées (LCPC)
M. Olivier THIBAUT : (Agence de l'Eau Artois Picardie)

Membres d'honneur

M. Stéphane HESSEL (Ambassadeur de France)
L'association des maires de France (AMF)

Membres associés

Agence française de développement (AFD)
Ministère des Affaires étrangères et Européennes (MAEE)
Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de la Mer (MEEDDM)
Ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement Solidaire (MIIINDS)

L'équipe d'animation du pS-Eau

Directeur :

Pierre-Marie Grondin, grondin@pseau.org

Comptabilité :

Houharia Farsi, farsi@pseau.org

Communication et gestion de l'information

Michel Taquet, taquet@pseau.org

Recherche et développement

Christophe Le Jallé, le-jalle@pseau.org

Denis Désille, desille@pseau.org

Appui conseil aux acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale

Guillaume Aubourg, aubourg@pseau.org

Carole Bonnet, pseau@pseau.org

Sophie Charpentier, charpentier@pseau.org

Vincent Dussaux, dussaux@pseau.org

Céline Noblot, noblot@pseau.org

Appui conseil, région Rhône-Alpes et bassin Rhône Méditerranée

Rémi Gatineau, gatineau@pseau.org

Christophe Brossé, med@pseau.org

Jacky Cottet, cottet@pseau.org

Migration et initiatives économiques (PMIE)

Marie-Laure Gibaud, gibaud@pseau.org

Codéveloppement Sénégal

Sylvette Milin, milin@pseau.org

Le programme Solidarité Eau a été créé en 1984, lors d'un sommet des ministres européens, afin de répondre au défi de la décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement. Son but : accompagner les initiatives locales de coopération internationale dans le domaine de l'eau. Le programme a été soutenu par les pouvoirs publics français, le ministère des Affaires étrangères en premier lieu, mais aussi le ministère en charge de l'Environnement, ainsi que celui de l'Emploi et de la Solidarité.

Aujourd'hui, le pS-Eau est reconnu par l'ensemble des acteurs français et internationaux, aussi bien des pays du Nord que du Sud, des acteurs non gouvernementaux que des coopérations bilatérales et multilatérales, comme un lieu neutre de concertation avec les pouvoirs publics, de rapprochement entre les opérateurs, d'appui-conseil et de renforcement des capacités d'intervention dans le domaine de l'eau. Reflétant la multiplicité et la diversité de la coopération décentralisée et non gouvernementale, le pS-Eau s'attache à répondre à l'ensemble des sollicitations du plus petit des acteurs aux porteurs de projets les plus vastes.

Le pS-Eau est un réseau d'acteurs engagés dans l'amélioration de l'accès à l'eau et l'assainissement pour tous.



Programme Solidarité Eau
32 rue Le Peletier
75009 Paris
Tel : +33 1 53 34 91 20
Fax : +33 1 53 34 91 21

pS-Eau, Antenne Lyon – Méditerranée
80 cours Charlemagne
69002 Lyon
Tel : +33 4 26 28 27 91
Fax : +33 1 53 34 91 21

E-mail : pseau@pseau.org / Site web : www.pseau.org